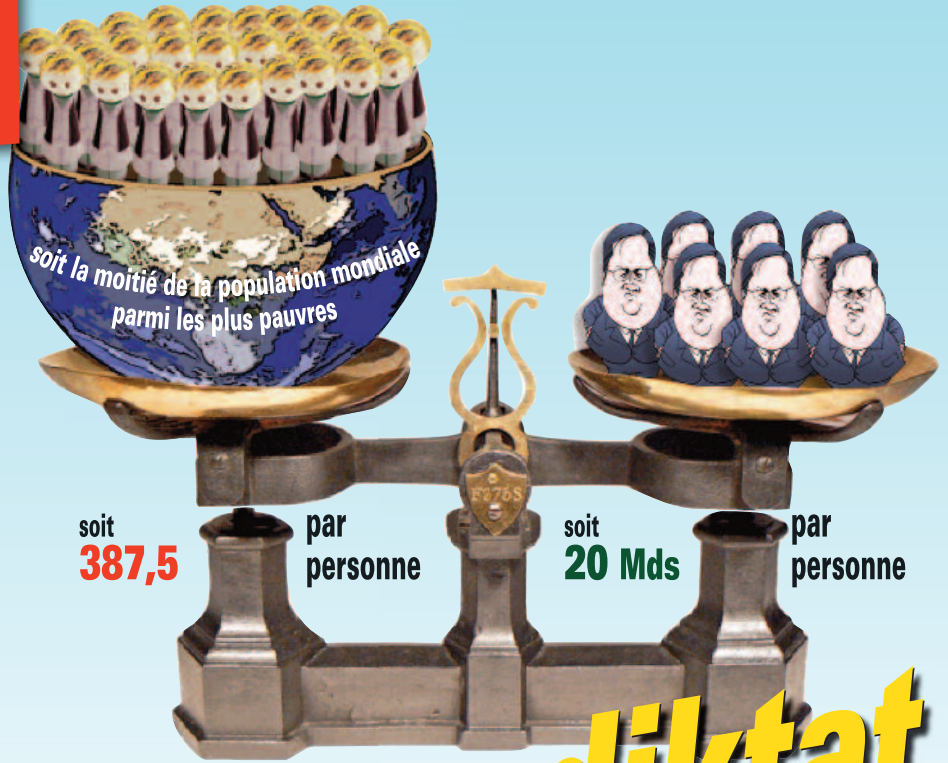


Le Travailleur du Lot-&-Garonne

3,5 milliards de personnes les plus pauvres de la planète

= 85 personnes les plus riches du monde



Stop au diktat du fric roi !

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20

Sommaire

- en bref** p 2 et 3
Ecole - LGV - Agenda - Sénat et régions - Amalgames douteux
- à mon avis** p 3
- actu** p 4 à 8
Grève transports - MEDEF - Eau - Conférence nationale
- Idées** p 8
Violence
- locale** p 9
Agen - Casteljalous - Saint-Vite - Agenais
- culture** p 10
À lire - Cinéma - Jardin d'Élie

Transports Défense du service public



Agen Mutualisation danger



PCF Conférence nationale



Eau Gestion publique

soldats français avaient été fusillés entre 1914 et 1918, dont 639 pour désobéissance militaire, 140 pour des faits de droit commun, 127 pour espionnage et 47 pour motifs inconnus. La question des soldats français condamnés à mort et exécutés pendant la première guerre mondiale continue de faire l'objet de débats publics. La proposition de loi sur la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918, défendue par les sénateurs communistes, avait été rejetée lors d'un vote, le 19 juin. ■

Café citoyen Réhabilitation des fusillés

La prochaine expression citoyenne aura lieu samedi 15 novembre 2014 de: 16h30 à 18h30 au café « Au Bureau », de Marmande. Il portera sur les fusillés pour l'exemple de la guerre 1914-1918 pour lesquels la question de la réhabilitation se pose. Cette dernière faisait partie des promesses du candidat François Hollande. À deux semaines des commémorations du 11 Novembre, point d'orgue de cette première année du centenaire de la Grande Guerre en France, le ministère de la Défense a révélé, le 27 octobre, que: 953

Régions 15 pour le Sénat

Le Sénat a adopté, le 30 octobre, une nouvelle carte des Régions, rendant leur « *indépendance* » à l'Alsace, au Languedoc-Roussillon et

LGV Les cheminots s'expriment

La CGT cheminot de Lot-et-Garonne a tenu à

à Midi-Pyrénées, soit 15 régi-
ons au lieu des 13 retenues par l'Assemblée. Les sénateurs ont, de plus, trouvé un compromis pour limiter le nombre de conseillers régionaux, mais au-delà du seuil de 150 élus par Régions, souhaité par l'exécutif. Le mariage de l'Aquitaine avec le Limousin et Poitou-Charentes est maintenu et le nombre de conseillers régionaux est fixé à 165. Les sénateurs ont également autorisé deux départements à fusionner, à condition d'obtenir une majorité de trois cinquièmes des suffrages exprimés dans chaque assemblée départementale et dans l'assemblée régionale d'accueil. ■

réagir suite à la parution du rapport de la Cour des comptes. Le syndicat rappelle que, dès le départ, il a émis de fortes réserves sur l'utilité de ce projet. Si toutefois celui-ci devait se faire, les cheminots précisent que la gare devrait être conservée au centre d'Agen afin de permettre une connexion complète avec le TER et le multimodal. Ils souhaitent également indiquer: « *qu'il est prioritaire d'investir dans le renouvellement des infrastructures ainsi que dans le matériel. Ces investissements permettraient de répondre à*

la sécurité que sont en droit d'attendre les usagers. Ils permettraient, par le renouvellement des rames intercités, de redynamiser l'axe transversal que constitue la liaison Bordeaux Marseille, de favoriser le transport de proximité, le plus utilisé par les usagers et pour un développement du fret ferroviaire, de loin le plus écologique ».

Le syndicat CGT cheminot se bat, également depuis de nombreuses années, pour obtenir la réouverture de la ligne Agen Auch et Agen Villeneuve au trafic voyageur et fret. ■

Amalgame douteux

Dans un petit billet comme il en a le secret, le journal Sud-Ouest s'est permis un rapprochement des plus discutables. Évoquant le dernier conseil municipal de Marmande, Sud-Ouest évoque une révélation hors-norme: « *FN et PCF, quand les extrêmes se rejoignent* » à propos du débat sur le traité transatlantique. Un trait d'humour dont la rédaction aurait pu se passer. À défaut de parler du fond, du traité lui-même, le journal se livre à un amalgame des plus douteux. La motion présentée par Michel Ceruti a été adoptée à l'unanimité. ■

Des promesses, toujours des promesses!

Les AVS (personnel précaire exerçant des missions d'accompagnement des élèves en situation de handicap), les AED (personnel précaire exerçant des missions d'aide au sein de l'école) attendent depuis plus de quinze ans la pérennisation de leurs contrats et la professionnalisation de leurs missions.

Le décret du 27 juin 2014 a déjà apporté un nouvel acronyme aux AVS: AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap). C'est toujours cela de gagné! La situation est loin d'être claire, car certaines personnes sont embauchées dans le cadre d'un contrat précaire public, d'autres dans celui d'un contrat précaire privé. Actuellement, les contrats publics sont de six

ans, les contrats privés de deux ans, et peu importe s'ils se terminent en pleine année scolaire, cassant ainsi la dynamique amorcée et les liens construits avec les enfants handicapés. Les AESH pourraient être recrutés parmi les titulaires d'un diplôme professionnel dans le domaine de l'aide à la personne. Ceux qui sont en exercice pourraient recevoir une formation sanctionnée par un diplôme professionnel. Les personnes ayant travaillé six ans dans le cadre de l'école, pourraient prétendre à un CDI. Nous sommes loin de la professionnalisation promise. Ce qui est annoncé n'est pas dans le cadre statutaire de la fonction publique. La « *cédeziation* » n'est pas la titularisation. Nous constatons malheureu-

sement que le budget 2015, concernant ces emplois, ne permettra pas nécessairement de sauvegarder les 69000 emplois aidés dans l'Éducation nationale. La situation se clarifiera-t-elle? Le flou arrange bien le gouvernement et l'excuse est toute prête: nous en sommes au troisième changement de ministre. Il est fortement conseillé à ce personnel précaire de se syndiquer (le SNUipp/FSU est très compétent concernant ce dossier) car il y a beaucoup d'abus. Les progrès en matière de scolarisation des enfants en situation de handicap amélioreront indéniablement leur mieux-être à l'école et répondront aux attentes des familles. **Elles doivent aussi être partie prenante de ce dossier, ainsi que nous-mêmes, car l'école est l'affaire de tous.** ■

Marie-Renée Gérard

Agen

rencontre

vendredi 14 novembre

19h00 - Stadium - salle Jean Terles

avec Alain **Baché** et Isabelle **Larrouy**
conseillers régionaux PCF

Agen

débat

mercredi 19 novembre

20h00 - salle Picasso

« contre la précarité des jeunes »
avec Hugo **Pompougnac**
secrétaire national des étudiants communistes

Monflanquin

rencontre

débat

vendredi 5 décembre

20h00 - salle d'Aquitaine

« La retraite, enjeu de société pour tous »

avec Frédéric **Rauch**
économiste

Le Travailleur
du Lot-et-Garonne

Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France

directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:

Nicolas Lucmarie - rédaction: **Michel Ceruti**, **Lysiane**

Chantre Edmond Coëdelo, **Roger Dejean**, **Jean-Claude**

François, **Marie-Renée Gérard**, **Daniel Heinrich**, **Monique**

Mirande, **Guy Rauzières**, **Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

18, rue Jules Ferry 47 006 Agen

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 4^e trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

à mon
avis

Stop au diktat du fric-roi

85 personnes possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Le fossé entre riches et pauvres prend des proportions vertigineuses. Jamais les inégalités n'avaient atteint un tel niveau. En France, les chiffres sont éloquentes : les patrons les mieux payés touchent entre 400 et 1 110 années de SMIC par an. Dans le même temps, deux millions de personnes vivent avec moins de 651 euros par mois, 3,8 millions doivent se contenter de minima sociaux, 3,5 millions ont recours à l'aide alimentaire des associations caritatives et près de 1,8 million déclarent ne pas prendre un repas complet tous les jours... Ces chiffres n'ont rien à voir avec une froide logique des statistiques mais ils dessinent la réalité, le quotidien de milliers de femmes, d'enfants, d'hommes... Notre département n'est pas épargné avec près de 18 % d'habitants qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit moins de 964 euros par mois; soit un sur cinq! Ces constats sur les ravages provoqués par le capitalisme, précarité triomphante et pauvreté galopante, ne doivent pas nous pousser à baisser les bras, bien au contraire ! Face à l'indécence des profits records, des retraites dorées, des dividendes, la question d'une meilleure répartition des richesses est centrale dans le débat politique. Oui, n'ayons pas peur de dire que les intérêts des plus riches ne peuvent plus l'emporter sur ceux du reste de la population, que le diktat du fric-roi doit être combattu. Notre société est menacée par la concentration des richesses dans les mains d'une minorité. Et aujourd'hui, les très riches, occupent le haut du pavé et font pencher les lois et les choix politiques en leur faveur. À nous d'inverser le rapport des forces en faveur du plus grand nombre. ■

Nicolas Lucmarie

Conférence nationale du PCF Se mettre en mouvement

En préparation de la conférence nationale des 8 et 9 novembre, le PCF de Lot-et-Garonne a réuni ses adhérents en assemblée générale, le 29 octobre, à Ayet.

Cette rencontre qui fait suite à diverses réunions dans les villes du département avait pour but de discuter de la situation politique, des initiatives en cours mais, plus fondamentalement, de la démarche du PCF et de son orientation :

le rassemblement pour une politique, une majorité et un gouvernement de gauche, la relance du Front de gauche, le déploiement des

campagnes d'action, le travail sur un projet, la préparation des échéances électorales de 2015. Un menu chargé qui a occupé les participants deux heures durant.

Les échanges ont porté sur la situation politique: renoncement du pouvoir actuel, désarroi des citoyens, montée du Front national, démobilisation des militants... La communication du PCF, sa visibilité, la formulation des

propositions et la manière d'aborder les citoyens ont également émaillé les discussions. Beaucoup de militants ont regretté le manque de clarté dans la façon de construire les matériels de propagande...

Sur les questions de fond, le rapport aux partis de gouvernement, notamment le Parti socialiste, a largement occupé les participants. Quelle position le PCF doit-il adopter face au Parti socialiste, à ses responsables, à ses militants? La démarche de rassemblement doit-elle se concentrer sur les

forces du Front de gauche? Quels contours doit prendre la riposte? À l'image des débats à l'occasion des municipales, cette question demeure un point fort de discussion dont la réponse ne peut être simple et univoque. Les échéances électorales de 2015 approchent et la géométrie des rassemblements devra rapidement être adoptée. La conférence nationale devra certainement donner des éléments aux communistes pour permettre leur mise en mouvement dans les semaines et les mois à venir. ■

MEDEF Gavé, il en veut toujours plus

Pierre Gattaz, président du MEDEF, était en Lot-et-Garonne, le 30 octobre. À cette occasion, il a déployé, devant un parterre de patrons locaux, diverses propositions « pour un retour de la croissance et la création d'un million d'emplois ».

Revigoré par l'attitude complaisante du Gouvernement, il poursuit sa croisade contre les rigidités de tout poil qui brimeraient les patrons: salaire minimum, durée légale de travail, jours fériés, repos

dominical. La conversion du Gouvernement aux politiques libérales appelle insidieusement d'autres dangers. Car on ne se range pas aussi fermement du côté des thèses patronales sans que cela ne



Transports Stop à trente ans de destruction

Mardi 4 novembre s'est déroulée une journée d'action nationale sur la question des transports. Nous avons demandé à Thomas Portes, cheminot et syndicaliste CGT, de nous parler de cette mobilisation.

Quel était le sens de la mobilisation du 4 novembre?

Par cette forte mobilisation, les salariés des transports ainsi que ceux des infrastructures ont exprimé leur volonté de dire stop aux différentes politiques menées en termes de transport, depuis plus de trente ans. La

politique des transports est axée autour de deux critères :

- dumping social
- casse des services publics.

Les salariés des transports ont exprimé leur souhait de voir émerger une nouvelle politique nationale de transport, basée non pas sur la concurrence entre

les différents acteurs mais sur une coopération entre ceux-ci. Il est important de préciser que le virage ultralibéral amorcé par le Gouvernement n'a que pour simple objectif de répondre aux attentes financières de la commission européenne.

Par cette action commune, l'en-

semble de la profession a souhaité faire passer un message clair: la politique menée actuellement en termes de transport n'est bénéfique ni aux salariés ni aux usagers. La politique de « low cost » va entraîner une dégradation sans précédent des conditions sociales de vie et de travail de l'ensemble des salariés des transports. Mais cette stratégie du « bas coût » aura, également, d'énormes répercussions sur les usagers en termes de sécurité, comme de conditions de transport. Ce 4 novembre, les salariés du transport ont ainsi



conduite, demain, à d'autres conséquences du côté des licenciements et du droit social, plus globalement. Pierre Gattaz le sait; il a invité les chefs d'entreprise à « *intervenir en positif* » auprès des décideurs, en clair, de diffuser les idées du MEDEF auprès des élus. S'il y a peu de nouveautés dans le contenu des propositions, le ton a changé et l'organisation patronale ne connaît plus de limites. Le président du MEDEF n'entend pas se contenter des cadeaux du pouvoir actuel, il

en veut toujours plus. Même si les recettes qu'il propose, largement utilisées depuis des années, ont le piètre résultat que l'on sait sur le chômage, il persiste à défendre l'idée que favoriser les marges des entreprises permet l'investissement et la création d'emplois. Pourtant, tous les indicateurs attestent que ce n'est pas le cas et que ces politiques aggravent la situation nationale. La baisse des recettes publiques conduit à une réduction de l'investissement, des solidarités sociales. ■



EAU Challenge permanent

La gestion publique est un challenge permanent. Nous avons demandé à Patrice Dufau, premier adjoint communiste au maire de Nérac, de répondre à nos questions concernant la gestion de l'eau. La majorité actuelle est en place depuis 2008 (élu au 1^{er} tour avec 51 % contre la municipalité de droite sortante) et a été reconduite avec 60 % des voix, dès le premier tour, en mars dernier.

Sur France 3, on a pu vous voir, vous-même et votre collègue Jean-Louis Vincent, expliquer comment la nouvelle municipalité a réorienté la gestion de l'eau et l'assainissement sur des principes de gauche.

Nérac a fait le choix de gérer l'eau, comme l'assainissement, en régie municipale. Il faut savoir que l'eau était déjà distribuée en régie municipale, depuis les années 1910, par la source de Guillery qui est, par la suite, devenue propriété de la commune, dans les années 2005-2006. Nous n'avons pas attendu le dernier moment pour investir. Depuis 2008, nous avons

mis près d'un million d'euros pour la suppression des branchements plomb. À ce jour, il ne reste plus que 250 branchements à remplacer sur 2250. À cela, il faut ajouter, investis en 2010, 400 000 euros sur une nouvelle station de filtration. Et toujours depuis 2008, nous avons réalisé des micro-stations dans les hameaux qui n'en étaient pas encore pourvus, pour un coût

de 500 000 euros. Comme vous le voyez, l'eau et l'assainissement demandent un investissement quasi-permanent. Nos prédécesseurs avaient fait une station d'épuration nouvelle générée en 2008. Elle était (suite page 6)



exprimé leur volonté de préserver un service public national des transports utiles à la population.

Dans notre département rural, la question des transports est cruciale. Quels pourraient être les contours d'une politique de transport répondant aux besoins des populations?

On remarque que les transports, dans les zones rurales, sont la plupart du temps effectués uniquement en voiture particulière. Il est primordial d'avoir au cœur d'un département rural comme le nôtre, qui plus est, situé parmi les plus

pauvres de France, une politique de transports publics très développée. Cette politique des transports publics doit être mise en place rapidement, en répondant à deux exigences :

- participer à la fois au désenclavement de certaines parties de notre territoire qui demeurent, encore aujourd'hui, isolées;
- mais également répondre aux intérêts de la population.

Il est impératif de mettre en place la gratuité des transports en commun au cœur de notre département. Cela permettrait, à la fois, de mettre en œuvre le

processus de transition écologique et pour effet de permettre à de nombreuses personnes qui, actuellement ne le peuvent

pas, de se déplacer plus facilement pour aller, étudier ou pour d'autres besoins personnels. ■



(suite de la page 5)
gérée en délégation de service public, à une société privée. Depuis 2010, nous l'avons reprise en régie, bilan de l'opération: 80000 euros d'économie annuelle.

Pouvez-vous donner quelques chiffres sur le réseau de votre commune ?

Sur la partie urbaine, nous avons 52 kilomètres de réseau et 2500 abonnés en régie. Sur la partie rurale, le syndicat Eau 47 alimente 1400 abonnés mais la totalité de l'assainissement est en régie municipale (reversement de la taxe à la commune).

Quel est son prix à Nérac ?

Le prix de l'eau à Nérac est de 3,95 euros le mètre cube: assainissement, abonnement et taxes comprises pour les abonnés desservis par la régie

contre 5,58 pour Véolia! Ceci sur une base de 120 m³ par foyer.

Sera-t-il possible de maintenir le budget en équilibre, compte tenu de ces lourds investissements ?

C'est un challenge permanent mais nous y parvenons grâce à des mesures d'économie d'eau, autant sur la consommation dans les bâtiments municipaux (moins 27 % depuis 2010) que des espaces verts (moins 45 % depuis 2010). La recherche permanente d'économies, que ce soit en électricité, gaz ou eau, nous a permis, depuis 2008, de ne pas toucher au taux d'imposition communal et de réaliser, dans le même temps, tout le programme sur lequel nous avons été élus. La piscine municipale couverte a été réalisée et son coût de fonctionnement absorbé par les économies réalisées. ■

CGT 47

En ordre de marche

Les 29 et 30 octobre dernier, la CGT lot-et-garonnaise a tenu son 35^e congrès. Sur les deux jours, une centaine de militants des syndicats CGT du département y a participé. À l'ordre du jour, le bilan d'activité ponctuait le débat sur l'importance de la qualité de vie syndicale, le renforcement de l'organisation et la démarche revendicative dans les entreprises, les administrations, localement avec les unions locales et l'Union départementale...

Le congrès a renouvelé sa direction de 21 membres ainsi que son secrétaire général : Laurent Jacquelin. ■



« Oui, pour eux la violence est chose visible »

Depuis le décès de Rémi Fraisse, des rassemblements se sont tenus à sa mémoire. Un certain nombre d'entre eux, pas la majorité, a connu des dérapages regrettables. Pour autant, même si les dégradations de biens publics ou privés sont tout à fait répréhensibles, les commentaires d'une partie de la classe politique et médiatique sont tout à fait excessifs. Pour W. Bourdon, avocat: « alors qu'on devrait avoir un gouvernement à l'écoute de ce grand mouvement citoyen de colère, d'indignation, on a un gouvernement qui y répond par un traitement sécuritaire et répressif ». Il poursuit ainsi: « la colère qu'expriment les jeunes manifestants se cristallise sur la mort tragique de ce jeune homme. Mais se rajoutent sur cette colère-là, d'autres colères. Une colère sociale, une colère de la précarité, une colère de la déception face à un rêve promis mais qui se consume. Elles se rajoutent d'autant plus que le pouvoir a tout fait, par son déni de réalité, pour alimenter cette exaspération qui monte de la société ». Oui, la violence sociale, la montée des inégalités, l'idée que la gauche a trahi ses promesses, la défiance grandissante entre citoyens et élites, produisent de la violence. En juin 1906, **Jean Jaurès**, dans un discours à l'attention de Clémenceau, évoque la question de la violence alors que des ouvriers sont mobilisés. Voici deux extraits de son intervention:

« Nous voulons demander à la classe ouvrière de s'organiser légalement pour échapper à toute tentative, à toute possibilité de violence mais, Monsieur le ministre de l'Intérieur, nous ne sommes pas, nous ne pouvons pas être les dupes de l'hypocrisie sociale des classes dirigeantes. Ce qu'elles entendent par

maintien de l'ordre, c'est seulement le maintien de l'ordre. Ce qu'elles entendent par répression de la violence, c'est répression de tous les écarts, de tous les excès de la force ouvrière. C'est aussi, sous prétexte d'en réprimer les écarts, de réprimer la force ouvrière elle-même et laisser le champ libre à la violence patronale. Ah, Messieurs! Quand on fait le bilan des grèves, quand on fait le bilan des conflits sociaux, on oublie étrangement l'opposition qu'il y a dans les mêmes mots pour la classe patronale et la classe ouvrière. Ah! les conditions de la lutte sont terriblement difficiles pour les ouvriers! Oui, pour eux, c'est chose visible! »...

« Chez les ouvriers, un geste de menace, il est vu, il est noté. Un acte de brutalité, il est vu, il est retenu... Le propre de l'action ouvrière dans ce conflit, lorsqu'elle s'exagère, lorsqu'elle s'exaspère, c'est de procéder, en effet, par la brutalité visible et saisissable des actes. Ah! Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclat de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers; ils décident que les ouvriers qui continueront la lutte seront exclus, seront chassés... Cela ne fait pas de bruit; c'est le travail meurtrier de la machine qui, dans son engrenage, dans ses laminoirs, dans ses courroies, a pris l'homme palpitant et criant, la machine ne grince même pas et c'est en silence qu'elle le broie ». ■

Nicolas Lucmarie

Casteljaloux*

Rond point avec peinture

Le nouveau rond-point de « la cardine » à la porte Nord et Est de Casteljaloux, tracé à la peinture sur le bitume, fonctionne très bien. La circulation se fait beaucoup mieux. Cela prouve qu'il n'y avait pas besoin d'acheter toutes les maisons au bord de l'Avance pour un montant de 900 000 euros, maisons qui sont vouées à la démolition. Il faut rappeler que l'opération s'est faite par le département en 2007, sous la présidence de Michel Diefenbacher et à l'initiative du conseiller général et maire Jean-Claude Guénin. Et maintenant: la démolition. Par quoi remplace-t-on ces maisons, quelle nouvelle dépense pour nos impôts? Au fait comme tout le monde le dit, c'est au tour du carrefour devant le grand café d'avoir un rond-point pour réguler la circulation, sans attendre.. ■

Jean-Claude **François**



Agen

Salariés, élus et citoyens doivent être consultés

Le conseil municipal du 3 novembre était consacré à la mutualisation entre les services de la mairie d'Agén et ceux de l'Agglomération. Les communistes agénais ont tenu à rappeler qu'envisager ce dossier sous l'angle exclusif des économies financières n'était pas recevable.

Ils précisent: « Si le principe d'une recherche d'efficacité est acceptable, elle doit avoir pour finalité la réponse aux besoins des citoyens.

Les conditions de travail des agents du service public et la qualité des services aux usagers doivent, plus que jamais, être au cœur de l'action des élus municipaux. Ce projet doit être conduit dans une démarche de concertation avec les agents, les citoyens et les élus. Les personnels doivent être consultés avec leurs organisations syndicales. Cela ne doit pas se résumer à la consultation des comités techniques paritaires. Une véritable association des personnels et de leurs syndicats doit exister en amont et tout au long du processus ». Ils ont également réaffirmé leur opposition aux baisses des dotations prévues par les collectivités: 3,67 milliards d'euros de baisse des dotations, dès 2015, 11 milliards d'euros d'ici 2017. Selon eux, « ces baisses menées par le Gouvernement socialiste et approuvées par la droite et ses représentants locaux (Jean Dionis du Séjour), va contraindre notre ville à opérer des choix douloureux, au moment du vote des budgets. Choix qui risquent d'affecter l'investissement public et, également, la gestion des services publics. Au final, ce sont nos populations agenaises qui seront touchées de plein fouet! ». ■

Agenais

Aménagement de la RN 21

L'association AURAN 21 (association des usagers et des riverains de la RN 21) a interpellé, par courrier, les membres du conseil de l'agglomération d'Agén. Ils souhaitent sensibiliser sur le caractère urgent et prioritaire que revêt la mise en œuvre de la déviation d'Artigues.

À leurs yeux, aucun autre projet ne saurait lui être priorisé. La réalisation anticipée du pont de Camélat (dont ils ne contestent aucunement l'intérêt par ailleurs) et son «barreau» amèneraient une augmentation significative de la circulation, donc une aggravation des risques et nuisances pour les usagers et riverains de la RN 21 à Artigues, si le contournement du bourg n'était pas réalisé auparavant. Cette association a sollicité une audience auprès du président et des membres du bureau de l'Agglo.. ■

Jean-Jacques **Mirande**



Casteljaloux*

Châtaignes, bourru et solidarité

Une centaine de participants se sont rassemblés vers 19h00 dans l'ancienne salle de cinéma pour un repas paysan. Tous les ingrédients étaient fournis gratuitement par les organisateurs: tourin vermicelle à la tomate, jambon, pâté, cornichons avec du (bon) vin rouge local nouveau, châtaignes bouillies ou grillées accompagnées du vin blanc (le fameux bourru, en gascon « lou bourrut »). Il s'agit d'un vin en fermentation, encore assez sucré, qui accompagne très bien les châtaignes; pour dessert, pommes et raisin. Une quinzaine de bénévoles, entraînés par Gérard Cousin, le prêtre, et Jean-François Sadys, l'instituteur à la retraite, ont assuré le bon déroulement du repas. Il n'y avait pas de prix fixé, chacun a donné selon ses moyens et sa conscience en faveur de la solidarité internationale par l'intermédiaire de l'association non gouvernementale: CCFD terre solidaire. Les bénéfices de la soirée sont versés au comité départemental basé à Agén. ■

Jean-Claude **François**

Saint-Vite

Théâtre et solidarité

La troupe Théâtre'al de l'amicale laïque de Tournon joue, samedi 8 novembre, la pièce: « La télé chez nous », à la salle des fêtes de Saint-Vite, à 21h00. Toute la recette, y compris les droits d'auteur, est reversée au Secours populaire français du Fumélois. Cette pièce remporte un grand succès. Elle est désormais donnée en tournée. Tous les amis du théâtre et du Secours populaire auront à cœur d'être présents à cette soirée de solidarité.. ■



SAMEDI 8 NOVEMBRE - 21H

En présence du réalisateur Denis Gheerbrant
En partenariat avec Ecrans47.

Cinéma Les Montreurs d'Images - AGEN
www.lesmontreursdimages.com



Le saviez-vous ?
LE PCF A SA REVUE
LA REVUE DU PROJET
CHACUN PORTE UN THÈME SUR VOTRE CONCERNÉ
POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE UN PROJET D'ÉMANCIPATION HUMAINE
Adressez-vous **PCF47**
18 rue Jules Ferry 47004 - Agen
05 53 66 98 10
pcf.47.federation@wanadoo.fr

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Parti communiste français



Ce qu'il faut faire avant l'hiver
(mémento du jardin pratique n°201)

Certes après le redoux traditionnel de la Saint-Martin (11 novembre), la météo bascule avec des pluies fortes et des températures qui chutent. Il est temps de boucler les divisions de vivaces, de planter les derniers bulbes de printemps et de mettre en places les protections contre le gel. Et puis, à la Sainte-Catherine (25 novembre), on peut reprendre les plantations des rosiers et arbres fruitiers à racines nues. Bref, au travail!

Si nous parlons de Lune

Lunes montantes (du 27/10 au 08/11 et 24/11 au 06/12)

On récolte les salades de saison, les épinards et les premiers choux de Bruxelles. On sème les fèves un peu partout et les pois dans les régions où l'hiver est toujours assez doux. Sous tunnel, on sème encore des carottes courtes. Buttez les artichauts et paillez-les. Mastiquez les grosses coupes de taille.

Lunes descendantes (09/11 au 23/11 et du 07/1 au 21/12)

On plante bien sûr les arbres et rosiers à racines nue à partir du 25 novembre et avant les grands froids. On nettoie les poiriers et pommiers des mousses et fruits momifiés et on commence les premières tailles avant les gels durs. Début novembre, on traite à la bouillie et on force les premières endives. La lune, tout un programme qui anime les conversations populaires. ■

Elie Vergnolle



DIMANCHE 16 NOVEMBRE

A PARTIR DE 15H

Centre d'animation
LA BARTÈRE CASTELIALOUX

Le Grand BAL

Le Grand BAL
des Retrouvailles



ENTRÉE: 10€

(PRÉSENTATION 1990)

